

L'AFFAIRE

(Suite de la page 1)

vue a lieu à Genève. Est-ce une seconde tentative? Cette fois, Lemarchand est sur les lieux. Enfin, l'opération est réussie à Paris le 29 octobre: Ben Barka est enlevé. Après tant d'échecs, le général Oufkir est un peu sceptique quand il est avisé par téléphone. Il arrive en avion, torture Ben Barka au poignard, l'achève sans doute après transport du corps de la villa du gangster Boucheseiche dans celle du commandant Lopez du S.D.E.C.E.

Car ce service secret très officiel n'a pas cessé de suivre l'affaire et d'y participer, jusqu'au sommet selon le commandant Le Roy-Finville qui dit avoir eu une conférence avec le général Jacquier, chef de tous les services secrets, le 8 octobre. Il n'est pas sûr que de Gaulle lui-même n'en ait pas entendu parler et n'ait pas rencontré Ben Barka en personne les 22 septembre et 15 octobre.

La presse fasciste et les milieux gouvernementaux marocains répandent un scénario selon lequel de Gaulle aurait préparé avec Ben Barka le renversement de Hassan II et combiné un faux enlèvement au milieu duquel la police française serait survenue, compromettant ainsi la monarchie marocaine. Cela est rocambolesque: de Gaulle n'a jamais organisé et n'organiserait jamais de révolution; et s'il est exact que la police française a participé à l'enlèvement de Ben Barka, elle n'est pas intervenue pour empêcher l'assassinat. Elle en aurait eu le pouvoir, elle est au courant; les deux policiers sous-fifres, Voitot et Souchon, qui, en présentant leur carte d'inspecteur, décident Ben Barka à les suivre, ont eu, à la Préfecture de Police, le « feu vert » par un coup de téléphone du ministère de l'Intérieur, par ligne directe. On ne sait pas encore de qui.

En revanche, il est possible sinon probable que la collaboration entre le réseau Lemarchand et le S.D.E.C.E. (sans compter la Sûreté nationale) soit placée sous le signe de l'« intox » et de la « guerre des polices », mais qui, dans ce cas, préparait l'assassinat? qui l'entrepreneur forcé? Ce n'était pas l'intérêt du gouvernement français de tuer Ben Barka; alors pourquoi ces réseaux ont-ils ainsi prêté la main à une affaire aussi claire? Lemarchand prétend que ce sont les fascistes du S.D.E.C.E. qui sont les coupables et qu'ils cherchent à le compromettre du fait de son action passée anti-O.A.S., et à travers lui le gaullisme. La difficulté, c'est que ce sont aux hommes de Lemarchand que Ben Barka est livré et qu'ils assistent l'assassin Oufkir, mouillant ensuite Lopez en transportant le corps dans sa cave.

Une autre hypothèse est que la C.I.A. contrôle à la fois le réseau Lemarchand et le S.D.E.C.E. jusqu'à un niveau assez élevé. Cela a été suggéré par Pompidou lui-même. Mais alors, pourquoi de Gaulle, si anti-yankee, ne sabrerait-il pas impitoyablement les agents américains de ses polices. Il faudrait que cela remonte si haut... que tout son pouvoir en soit compromis.

L'affaire était soigneusement mise au point. Ben Barka aurait pu disparaître sans laisser de traces sans les deux accidents

connus: 1° l'étudiant Azemmouri qui accompagnait Ben Barka n'est pas repéré par les kidnappeurs et donne l'alarme; 2° Figon est un « cas », trop imaginaire pour un bandit. Ses employeurs commettent l'erreur de ne pas le payer et il a peur pour sa peau (Lemarchand aurait, paraît-il, l'habitude de faire disparaître ses collaborateurs et de s'approprier leurs salaires); il se lance dans un jeu fou de « révélations » vraies ou fausses — surtout vraies — qui ne fait que précipiter sa liquidation. Mais il en a tant dit que le reste pourra difficilement demeurer caché.

Il a parlé d'ailleurs aussitôt après le crime, à Lemarchand, au commissaire Caille, adjoint direct de Papon, et dont il a prétendu qu'il couvrirait toute l'affaire. Ce ne serait donc qu'un compte rendu de mission. Lopez a aussi « rendu compte » plus tôt encore, au commandant Finville qui prétend, contre toute vraisemblance, n'avoir pu aviser ses supérieurs que le 2 novembre. La campagne électorale s'ouvre alors. En haut, tout le monde sait. Il est peu vraisemblable que le ministre de l'Intérieur Frey et M. Foccart qui supervise

pour l'Elysée les services secrets n'aient pas mis de Gaulle au courant. Tous les hommes du pouvoir sont donc coupables de non-assistance à personne en danger (dans le cas improbable où Ben Barka ne serait pas encore mort) de non dénonciation de crime et d'outrages à magistrat en tenant le juge Zollinger, qu'ils viennent de charger de l'affaire, dans l'ignorance de ce qu'ils savent — sans doute tout. Cela va durer deux mois, les seuls « lampistes » Souchon et Voitot, plus Lopez, étant en prison, et l'affaire s'étouffant doucement, jusqu'à ce que Figon commence à parler...

Il faut la presse — surtout l'Express — pour que le scandale éclate au grand jour. Alors le général-président tape du poing et réclame toute la lumière. Mais le Garde des Sceaux a déjà arrêté le bras du juge une fois. La justice a sur les yeux le bandeau de Colin-Maillard. Frey et Foccart restent en place; Lemarchand n'est pas en prison; on a annoncé quelques réformes du S.D.E.C.E.

Le roi du Maroc, sommé de livrer Oufkir, a répondu par l'éloge de sa police. Il y a eu rappel d'ambassadeurs. Mais que l'on se rassure: il n'y aura pas de rupture des relations diplomatiques. On se tient en respect des deux côtés de la Méditerranée. Le régime de Rabat est aussi corrompu que celui de Paris, et encore plus instable.

LA NATURE DU REGIME

Tous les militants ouvriers savent en principe que la démocratie bourgeoise est la forme extérieure de la dictature de la bourgeoisie sur les autres classes de la société. A l'apogée du parlementarisme, des scandales comme l'affaire Dreyfus ou l'affaire Stavisky mirent à jour la physiologie de cette dictature: son ossature dure: l'armée; sa circulation sanguine: la finance et ses trafics. Ces affaires révélèrent que ces structures profondes étaient au-dessus de la loi: l'Etat réel, c'était ces hommes armés défendant les louches spéculations du capital. L'Etat fort gaulliste est un peu différent. L'armée y reste la colonne vertébrale, et la vie les trafics dont la Bourse est le cœur. Mais, comme la bedaine ubuesque du général, se sont hypertrophiés dans ce régime les viscères des polices.

Le scandale est un accident, mais ce n'est pas une rupture de la norme, c'est la révélation de la norme. Il y a scandale parce qu'apparaît brusquement aux yeux du public la distorsion entre le droit et la pratique réelle du pouvoir.

L'affaire Ben Barka confirme que le bonapartisme gaulliste est policier, c'est-à-dire, repose essentiellement sur la police, mais il précise sa monstruosité: l'énorme indépendance des polices par rapport à toute légalité, fût-ce même celle de la V^e République. En effet, ou bien de Gaulle seul ne sait rien avant l'enlèvement (pour ses collaborateurs directs, Frey et Foccart c'est déjà quasi invraisemblable) et il est, selon ses propres termes, la tête d'une absence d'Etat; ou ils savent tous et ne peuvent ou ne veulent (selon les cas) s'opposer aux opérations des polices. Celles-ci se battent entre elles sourdement. Les hommes du pouvoir pensent sans doute être

capables de régner sur leurs divisions; en fait, ils en sont prisonniers. On savait de Gaulle lecteur assidu de Machiavel, l'Affaire montre qu'en plus son régime est celui du « Prince », César Borgia.

Entre le ministre, le policier, l'agent secret et le gangster, pas de rupture de continuité, un tout homogène (le député Lemarchand dirigeait, matraque en main, en 1956, les voyous qui attaquaient le meeting contre la guerre d'Algérie, salle Wagram; le commandant Lopez, chef d'escorte à Tanger pendant la guerre d'Algérie, organisa l'enlèvement de Ben Bella, Boudiaf, etc.).

Le ballottage du 5 décembre a tué le mythe du pouvoir de droit divin. L'élection du 19 juin ramenait le régime à celui de la droite classique. L'Affaire montre les bases pourries de l'Etat fort et révèle que rien ne pourra lui permettre de se sauver. Seul le légalisme pleurnichard et moralisant de son opposition lui permet de durer. Le Parti communiste réclame « l'épuration de la police ». Qui épurera la police? La « démocratie véritable » de Mollet et Mitterrand qui ont fait « travailler », avant de Gaulle, les Lopez et les Oufkir. On ritait si la nausée ne nous en empêchait.

La V^e République s'effondrera — c'est clair maintenant si ce ne l'était avant — mais dans la boue et le sang. Malheur aux travailleurs s'ils n'ont encore à ce moment que leurs mains nues à opposer aux bandes noires des égorgeurs — les James Bond sans romantisme: les Le Ny, Palisse et C^o dirigés par des Lemarchand, des Lopez, et des commandants Le Roy-Finville, ces condottieri de notre temps — et pour les guider au combat contre eux que les Waldeck-Rochet, Mollet et Mitterrand.

Michel LEQUENNE.

EN POLOGNE

Le trotskyste LUDWIK HAAS déporté

Dans le numéro de janvier de notre journal, nous avions relaté, grâce à des informations reçues de Pologne, les incidents qui s'étaient produits au cours du procès à Varsovie de jeunes communistes Modzelewski et Kuron, qui avaient élaboré et fait circuler un document de cent vingt pages environ, dont nous ne connaissons pas la teneur, mais qui se situerait dans une ligne voisine de celle du trotskysme. Nous avions signalé les manifestations avec le vieux salut communiste, le poing levé, et le chant de l'Internationale qui accueillirent la lecture de la sentence. Nous avions aussi mentionné l'intervention d'un témoin Ludwik Haas lui-même emprisonné.

Le 13 janvier, de très courtes dépêches de presse (des agences Associated Press et Reuter) ont fait savoir que le tribunal de Varsovie a condamné trois citoyens polonais à trois ans de prison chacun pour détention et diffusion de brochures nuisibles à l'Etat sur des thèmes politiques et économiques. La presse polonaise n'a donné aucune information sur le procès. Elle n'a publié que l'annonce du jugement et les noms des condamnés, Ludwik Haas, Romuald Smiech et Kazimierz Badowski, maîtres de conférence d'histoire et d'économie à Varsovie et à Cracovie.

Nous ne disposons pour le moment d'aucune autre information. Mais nous savons que le condamné Ludwik Haas. Il appartenait à l'organisation trotskyste polonaise avant la deuxième guerre mondiale. Il fut arrêté par les autorités soviétiques lors de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne en 1939 et déporté dans un camp. Il y resta pendant dix-sept années. Selon les témoignages de personnes qui furent également déportées, il s'y conduisit très courageusement. De retour en Pologne, il s'affirma ouvertement comme étant un trotskyste. Il participa à un cercle d'intellectuels où il était remarqué par sa valeur intellectuelle exceptionnelle. Il travaillait à la section d'histoire du Comité central des syndicats polonais. Il avait fait des publications sur la participation de révolutionnaires polonais à la Commune de Paris.

Il ne peut donc y avoir de doute que le procès qui vient d'avoir lieu, celui qui a frappé l'été dernier Modzelewski et Kuron, sont des procès dirigés contre des révolutionnaires, contre des communistes luttant contre le régime bureaucratique, un régime qui, en Pologne, chercha en vain à s'attirer les bonnes grâces de l'Eglise catholique, y compris du Vatican. Le sort des communistes qui ont été ainsi frappés par Gomulka intéresse tous les révolutionnaires dans le monde. On ne peut permettre qu'un homme comme Ludwik qui a passé dix-sept années de sa vie dans un camp de Staline parce qu'il était un communiste soit à nouveau enfermé pour de longues années.

UNE CAMPAGNE PERFIDE CONTRE

Nous avons rendu compte, dans le précédent numéro de notre journal, du Congrès mondial de la IV^e Internationale qui s'est tenu en décembre 1965. La parution du présent numéro sera suivie de peu par celle d'un numéro spécial de la revue **Quatrième Internationale** qui contiendra les documents politiques adoptés, par ce Congrès Mondial. Chacun pourra les apprécier, les discuter, les contester même s'il en éprouve le besoin. Quoi qu'il en soit, nous sommes certains qu'aucune organisation dans le monde ne peut, cette fois encore comme par le passé, apporter aux mouvements de la classe ouvrière et des masses opprimées du monde entier un ensemble théorique et politique qui constitue la réponse à l'exigence impérieuse d'une stratégie globale face à la stratégie contre-révolutionnaire mondiale dirigée par l'impérialisme américain, car une telle politique révolutionnaire internationale ne peut être élaborée que par une organisation de militants liés par leur activité quotidienne à toutes les grandes luttes des masses, celles des travailleurs des villes et des campagnes d'Amérique latine, des révolutionnaires africains, des masses asiatiques, des prolétaires d'Espagne, de l'avant-garde des Etats ouvriers, etc. c'est-à-dire par une Internationale. L'exigence d'une stratégie internationale contre l'impérialisme a amené la tenue de conférences comme celle qui s'est récemment tenue à La Havane, mais sur de telles conférences pèsent le poids de la confusion de toutes sortes de directions et le poids des directions d'Etats, qui donnent le pas à leurs problèmes nationaux et aux intérêts de bureaucratie sur les intérêts généraux du socialisme. La IV^e Internationale est à présent la seule organisation ouvrière qui n'a aucune attache avec une bureaucratie quelconque et qui ne dépend d'aucun intérêt partiel ou conjoncturel d'une couche quelconque.

Une des plus importantes caractéristiques du Congrès

mondial de décembre 1965 est qu'il a consolidé la réunification effectuée au Congrès précédent de 1963, et ce, en dépit de toutes sortes d'efforts pour disloquer ou minimiser celle-ci. Des groupements qui, en France, se revendiquent du trotskysme, n'ont pas manqué depuis la réunification de le faire, sans répondre à la question que nous avons posée dans notre brochure sur la construction du parti révolutionnaire: **comment pouvez-vous prétendre élaborer une politique trotskyste en dehors d'une organisation internationale, de la IV^e Internationale?**

La lutte contre la IV^e Internationale, a pris au cours des derniers mois une forme nouvelle, indirecte. Pendant des années, il paraissait suffisant à certains de dénoncer le « pablisme »; mais ce thème est apparu d'autant plus éculé que la IV^e Internationale a rompu avec Pablo du fait que celui-ci s'était mis à défendre publiquement des positions repoussées par le précédent Congrès mondial. A présent, c'est le **Socialist Workers Party** l'organisation trotskyste américaine, qui est la cible de ces organisations hostiles à la IV^e Internationale. Le S.W.P. n'est pas formellement membre de la IV^e Internationale parce que la législation des Etats-Unis interdit aux organisations ouvrières d'appartenir à une Internationale, mais il a chaleureusement salué la réunification de 1963 et il n'a cessé d'exprimer son accord politique avec l'Internationale et sa politique. Les attaques contre le S.W.P. sont d'autant plus acerbes que ceux qui s'y livrent ont invoqué dans le passé le nom de cette formation.

Dans la pénible brochure écrite par Stéphane Just, les quelques pages consacrées au S.W.P. étaient délimitées entre toutes. L'ensemble de cette brochure ayant eu un effet exactement contraire au but qu'elle visait, il fallait donc reprendre l'attaque, sous une forme plus adéquate. Cela vient d'être fait par Pierre Broué, d'une

façon vicieuse. Dans l'Ecole Emancipée, bulletin d'une tendance syndicale d'enseignants, il écrit un article sur l'apparition d'une « nouvelle gauche » aux Etats-Unis. C'est à cette occasion, et dans un tel organe, qu'il se livre dans un article qui a des prétentions à l'objectivité à une attaque perfide et mensongère contre le S.W.P. Il écrit:

« Les trotskystes du S.W.P. n'ont pas été capables — à la différence des trotskystes anglais de la S.L.L. d'utiliser et d'exploiter la décomposition du mouvement [communiste] après 1956. Dirigés par de vieux cadres souvent démoralisés, ils semblent s'être fixé pour ligne principale de trouver des substituts étrangers à l'action révolutionnaire dans la classe ouvrière: ultra-castristes, ils ont emboîté le pas au nationalisme noir, fait de Malcolm X un nouveau Castro et en même temps mené campagne pour l'envoi dans le Sud de troupes fédérales! Sclérosé et bureaucraté, le S.W.P. a exclu au mépris de ses propres statuts les dirigeants et fondateurs de son organisation de jeunesse, Robertson et Tim Wohlforth qui ont chacun un petit noyau autour d'eux... »

Les lecteurs de l'Ecole Emancipée, pour l'écrasante majorité d'entre eux, n'ont évidemment pas la possibilité de suivre les publications de langue anglaise, ils n'ont pas évidemment la possibilité également de connaître la vie du S.W.P., ses bulletins intérieurs, pour savoir si les deux informateurs de Broué ont été exclus à tort ou à raison. Nous n'insisterons pas non plus sur la comparaison avec le S.L.L. d'Angleterre à laquelle il procède. Nous pourrions beaucoup écrire à ce propos, mais si Broué veut trouver les communistes qui, ayant rompu avec le PC britannique en 1956, sont à présent dans la S.L.L., il lui faudra se munir d'une lanterne.

Il nous apprend que Robertson et Wohlforth qui ne sont d'accord entre eux que pour combattre le S.W.P.